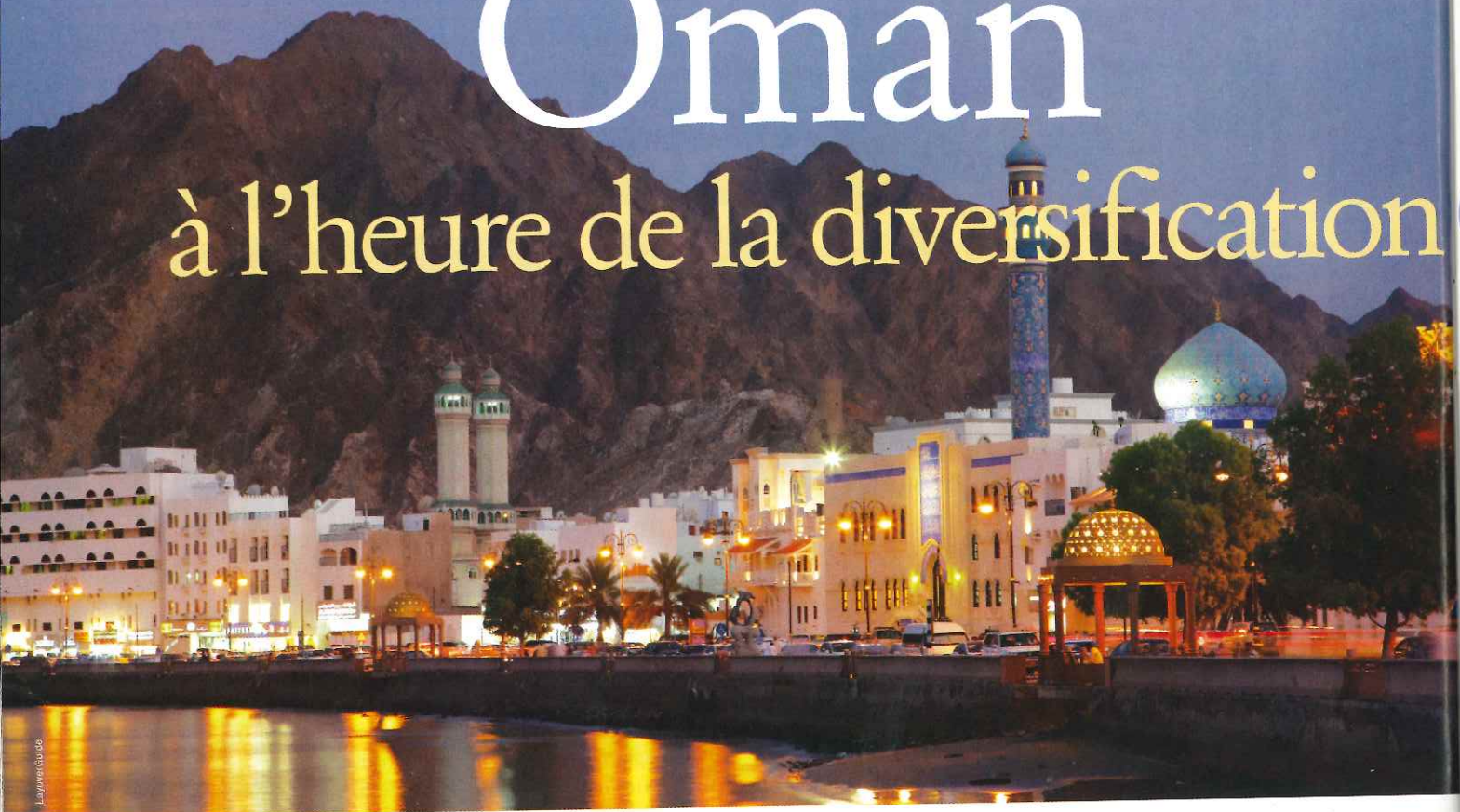




Oman

à l'heure de la diversification



Dirigé par le Sultan Qabous depuis 1970, Oman compte environ trois millions d'habitants (dont au moins 700.000 étrangers) et couvre une superficie de 309 500 km² (à comparer avec les 552.000 km² français).

Pays stable, engagé de longue date dans un lent processus d'ouverture démocratique, il connaît toutefois depuis février 2011 un mouvement de contestation, dont l'expression reste modérée.

Oman se distingue de ses voisins du Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe aux plans historique (seule puissance maritime au passé colonial), politique (contact direct entre le souverain et sa population à travers des tournées annuelles dans le pays), économique (moindres réserves pétrolières, en voie d'épuisement), humain (population omanaise composite, avec des segments zanzibariens, indiens et surtout balouches) et religieux (l'ibadisme, troisième branche de l'islam, y est majoritaire). Moins riche que ses voisins (le PIB par habitant y est de 29.000 dollars contre 100.000 au Qatar), le sultanat dispose de réserves limitées et cherche à valoriser ses ressources gazières. La diversification économique constitue en conséquence l'une

de ses priorités, notamment dans les secteurs de l'activité portuaire et du tourisme haut de gamme.

Pays stable aux armées crédibles, mais exposé par sa situation géographique à plusieurs menaces transversales (trafics en tous genres, migrations illicites, piraterie), Oman constitue, à la frontière des Emirats arabes unis, un point d'appui de premier ordre. Partageant avec l'Iran le contrôle du détroit d'Ormuz, naturellement tourné vers l'Asie et l'Afrique, le sultanat reste fermement attaché à son rôle de médiateur entre l'Iran et l'Occident et demeure un partenaire essentiel pour la sécurisation des routes maritimes régionales.

Source Ambassade de France à Oman

Evaluation Coface

Points forts ↗

- Situation stratégique
- Economie en cours de diversification (pétrochimie, sidérurgie, activité portuaire, tourisme)
- Stabilité politique et évolution institutionnelle en cours
- Solidité du système bancaire et ouverture aux investissements étrangers

Points faibles ↘

- Diminution des réserves d'hydrocarbures et exposition accrue aux fluctuations de leurs cours
- Inadéquation de la qualification de la main d'œuvre locale, d'où dépendance du secteur privé envers la main d'œuvre étrangère
- Chômage marqué parmi les nationaux, notamment les jeunes
- Productivité et environnement des affaires perfectibles

économique

Poursuite de la décélération de la croissance en 2014

Le sultanat poursuit le développement de son secteur des hydrocarbures, avec notamment la modernisation des techniques de récupération du pétrole et l'ouverture accrue des champs d'exploration aux firmes étrangères. Toutefois, le secteur énergétique ne compte plus désormais que pour un tiers du PIB et son taux de croissance devrait être plus modéré en 2014 que les années précédentes, marquées par une production en hausse et des cours élevés.

Les secteurs hors hydrocarbures sont désormais le principal moteur de la croissance. Or, en 2014, la croissance dans le secteur industriel devrait être partiellement limitée par des problèmes d'approvisionnement en gaz.

Principaux indicateurs économiques

	2011	2012	2013	2014p
Croissance PIB (%)	4,5	6,0	5,0	4,0
Inflation (moy. annuelle %)	4,0	2,9	3,0	3,2
Solde budgétaire / PIB (%)	5,0	4,5	3,5	2,5
Solde courant / PIB (%)	10,5	9,5	7,5	5,5
Dettes publiques / PIB (%)	5,5	6,0	6,5	7,0

Source Coface

Au total, en dépit d'une légère décélération, la croissance restera soutenue, grâce notamment à la diversification de l'économie, qui s'opère via le développement des secteurs industriels et manufacturiers, de la construction – avec de nombreux projets d'infrastructures (portuaires, aéroportuaires, ferroviaires) – et du secteur touristique. La progression des investissements continue donc en 2014, notamment avec la poursuite du développement de la zone

économique spéciale de la ville nouvelle de Duqm, qui comporte la construction d'un port (dont la première phase a été achevée en 2013), d'un pôle logistique, d'un aéroport, d'une vaste zone industrielle et d'infrastructures touristiques. Les recettes tirées des hydrocarbures facilitent les capacités d'investissement public, mais cela n'empêche pas de mener certains projets avec le secteur privé.

Source Coface



5 millions
d'entreprises



2 millions
d'emails nominatifs



10,5 millions
de dirigeants



55.000 classes de
produits & services

KOMPASS

Accédez aux informations sur plus de 5 millions d'entreprises

Découvrez l'ensemble de l'univers Kompass en consultant le site www.kompass.com
ou en nous contactant au 02 345 90 70



Voisin des Émirats Arabes Unis, le Sultanat d'Oman s'en distingue par bien des aspects. « Le premier d'entre eux réside certainement dans le fait qu'Oman n'affiche pas le même niveau de développement que Dubaï ou plus globalement les Émirats », analyse Pierre Annoye, l'attaché économique et commercial (AEC) de l'Awex basé à Abu Dhabi. « Les opportunités y sont de facto beaucoup plus importantes. »

Encore beaucoup d'opportunités

Du fait du caractère encore un peu méconnu de ces opportunités, la concurrence entre exportateurs occidentaux y serait aussi, sensiblement moins sévère que dans les autres pays du Golfe. « Lors de la mission économique wallonne, en mars dernier, il était frappant de constater que la plupart des quelque vingt entreprises qui avaient fait le déplacement à Mascate découvrait le pays », poursuit l'AEC. « Ce n'est pas vraiment spécifique à la Wallonie : nombre d'exportateurs négligent encore Oman. La preuve en est que les consommateurs omanais qui en ont les moyens se rendent régulièrement dans les grands "malls" de Dubaï pour effectuer leurs achats : ils y trouvent des produits qui ne sont pas encore disponibles à Mascate ».

Ceci étant le pays dont l'économie reste fondamentalement basée sur l'exploitation du pétrole et du gaz, se développe rapidement. Les besoins en infrastructures sont particulièrement importants : routes et chemins de fer, ports et aéroports, centrales électriques, hôpitaux, centres commerciaux, hôtels, entre autres. « Les besoins d'Oman se situent au niveau de ceux des Émirats il y a quelques dizaines d'années », estime Pierre Annoye. « Mais la grande différence avec ses voisins réside dans la vision qu'ont les Omanais, et le Sultan Qabus ibn Saïd en particulier, de leur développement : ils souhaitent préserver leur culture, leurs traditions et le réel cachet de leur pays. Et ils ont fait ce choix dans une

perspective de long terme : leurs réserves d'hydrocarbures sont moins grandes que celles de leurs voisins et ils voient dans le tourisme haut-de-gamme, de qualité, une source de devises importante ».

A Oman, les formalités administratives sont limitées

Pour l'AEC, il n'est pas très complexe de commercer avec Oman. Les formalités administratives sont limitées – le visa s'obtient à l'aéroport, par exemple –, et les droits de douane peu élevés (de l'ordre de 5%) à l'exception de certains produits comme l'alcool et le tabac qui sont surtaxés. Mais l'exportation de biens et services doit répondre à diverses contraintes, parmi lesquelles le souci de la classe moyenne d'accéder à ce qui se fait de mieux. « Les grandes marques voire le prestige sont très appréciés », assure Pierre Annoye. « Et cela vaut dans tous les domaines : c'est à Mascate qu'a été inauguré le premier opéra de la péninsule arabique (Royal Opera House Muscat) avec une programmation de très grande qualité ».

Ici l'économie de marché est une notion toute relative

La notion d'économie de marché doit aussi être relativisée. L'emprise de l'Etat est réelle, la plupart des grands chantiers d'infrastructure faisant l'objet d'appels d'offres des autorités publiques, qui incluent l'obligation de travailler avec un représentant local. « Comme souvent, il faut un certain temps avant que s'instaure la nécessaire confiance entre les partenaires », poursuit Pierre Annoye. « Mais les Omanais sont ouverts et accueillants vis-à-vis de l'étranger. C'est notamment lié au fait qu'Oman a une grande tradition maritime – le Sultanat a été historiquement très actif sur la côte est-africaine, notamment. C'est aussi probablement lié à l'ibadisme, cette forme de l'islam qui témoigne d'une grande tolérance vis-à-vis des autres religions ».

Pour l'AEC, la conclusion s'impose d'elle-même. « Oman est assurément un marché prometteur, car très demandeur. L'exigence de qualité est très élevée mais nos entreprises sont sans aucun doute en mesure de donner des réponses », souligne-t-il. « Ceci étant, il est plus que temps de se positionner : les opportunités ne dureront pas très longtemps ».

Benoît July